

## **L'urgence écologique : une réponse éco-socialiste**

Pendant trop longtemps, le monde moderne a poursuivi une "croissance" économique sans fin, sans tenir compte des limites naturelles, des besoins et des revendications des autres espèces, ou de la fragilité de la biosphère. Cependant, des lois physiques, chimiques et biologiques limitent ce que nous pouvons produire et consommer en toute sécurité et la manière dont nous pouvons le faire. En poussant nos exigences au-delà de ces limites, les sociétés modernes rendent rapidement cette planète inhospitalière à la vie. Nous sommes confrontés à une urgence écologique aux proportions naturelles-historiques.

Au cours des 50 dernières années, nos activités économiques, surtout celles des riches sociétés capitalistes, ont épuisé la moitié des forêts du monde. Elles ont également réduit de 60 % les populations de vertébrés terrestres sauvages, quadruplé les zones mortes des océans, réduit de moitié le nombre de poissons et éliminé la moitié des insectes. La spirale des émissions de gaz à effet de serre (GES) réchauffe la planète et perturbe le climat. Depuis 1970, les émissions mondiales de CO<sub>2</sub> ont augmenté d'environ 90 % et les températures moyennes de surface d'environ 0,9 °C. Les eaux souterraines sont épuisées et polluées et les zones naturelles sont exploitées au-delà de leur potentiel de régénération. Un tiers des terres arables du monde ont été perdues à cause de l'érosion et de la pollution. Le SRAS-CoV-2 n'est que le dernier virus zoonotique à avoir fait un bond vers l'homme parce que nous détruisons l'habitat des espèces sauvages.

Le Canada joue un rôle particulier et disproportionné dans cette tragédie environnementale. Notre économie repose sur des activités primaires écologiquement destructrices, intensives et industrialisées - l'exploitation minière, l'agriculture, la sylviculture et la pêche. Les sociétés extractives canadiennes épuisent les ressources non renouvelables et extraient celles qui sont potentiellement renouvelables au-delà du point de renouvellement tout en déposant les peuples indigènes de leurs terres traditionnelles, tant au Canada qu'à l'étranger. Aujourd'hui, bien que le secteur extractif ne représente qu'environ 10 % du PIB du Canada, il absorbe la plupart de ses investissements privés et de ses exportations. Bien que la croissance économique globale ait ralenti à l'ère néolibérale depuis 1980, l'extraction s'est accélérée, car les sociétés extractives ont réagi à la pression à la baisse sur les prix des matières premières en élargissant l'échelle de production, en réduisant les coûts au détriment de l'environnement, des populations indigènes et des travailleurs, et en s'appuyant sur les subventions gouvernementales. Les activités extractives se sont étendues pour atteindre des sources plus inaccessibles et plus dommageables pour l'environnement, comme les sables bitumineux, la fracturation et le forage en eaux profondes ou dans l'Arctique.

Les économies comme la nôtre extraient les ressources de manière excessive, utilisent l'énergie de manière prodigue, surproduisent et surconsomment. Elles épuisent les ressources, réchauffent notre planète, détruisent la faune et l'habitat humain et surchargent nos terres, notre eau et notre air de déchets de toutes sortes. Ces économies sont les principaux moteurs de l'urgence écologique. La nature n'est ni une corne d'abondance sans fin ni un puits sans limites pour nos déchets, comme le suppose l'économie conventionnelle.

L'urgence écologique oblige nos gouvernements à agir et à mener nos économies dans une autre direction : ils doivent promouvoir un bien-être vert et juste, et non le profit et la "croissance" pour leur propre bien.

L'ampleur et la complexité de la tâche sont énormes. Prenons, par exemple, l'objectif du Pacte mondial pour la nature qui consiste à protéger la moitié des terres et des eaux de la planète et au moins 30 % d'ici 2030 pour éviter une seule des catastrophes vers lesquelles nos économies nous poussent : l'extinction massive. Pour y parvenir, le Canada doit multiplier par 2,5 les 12,1 % de terres actuellement protégées au cours de la prochaine décennie seulement. En outre, puisque la protection ne doit pas porter atteinte aux moyens de subsistance et aux cultures historiquement liées à la terre et à l'eau, comme celles des peuples indigènes, les Canadiens ne peuvent y parvenir qu'en harmonisant leurs relations avec les communautés indigènes qui étaient des gardiens avertis de ces terres bien avant la colonisation.

L'urgence écologique est une menace existentielle à multiples facettes. Pour y faire face, il nous faut éduquer, agiter et organiser, et bâtir une volonté politique collective. Nous devons utiliser tous les outils à notre disposition.

Le moment est venu.

## L'urgence écologique : Dimensions

Les grèves et manifestations climatiques spectaculaires de 2019 ont attiré à juste titre notre attention sur l'urgence climatique. Mais l'urgence écologique est plus large. Elle inclut la perte de biodiversité et la pollution des sols, de l'eau et de l'air. Elle touche également à nos relations avec les autres espèces. Tout notre modèle économique, dont le développement est le plus complet dans les pays riches du monde minoritaire, y est impliqué.

Nos économies sont, fondamentalement, la façon dont nos sociétés nous organisent pour assurer nos moyens de subsistance du reste de la nature. Elles déterminent comment la partie de la terre que nous habitons et ses produits seront possédés, travaillés, transformés, appréciés et éliminés. Pratiquement chaque front de cette interface entre économie et écologie a contribué à l'urgence écologique. Elle découle de

- l'extraction d'intrants de la terre à des taux qui dépassent ses capacités de régénération et épuisent des ressources limitées;
- l'utilisation de l'énergie de manière prodigieuse dans l'extraction, la transformation, le transport et la consommation, qu'elle soit tirée de combustibles fossiles qui réchauffent le climat, de mégaprojets hydroélectriques qui détruisent l'écologie ou d'une énergie nucléaire dangereuse;
- la surconsommation de biens et de services, tout en accablant la terre d'épuisement, de déchets et de chauffage.

C'est pourquoi la plate-forme écologique présentée ici doit encadrer et être encadrée par notre plate-forme économique, "Un bien-être vert et juste".

Étant donné la dépendance disproportionnée du Canada à l'égard de l'extraction, les secteurs de l'extraction - agriculture, exploitation minière, foresterie et pêche, ainsi que nos systèmes de transport à haute énergie et à forte teneur en carbone - doivent être prioritaires dans notre réponse à l'urgence écologique. D'autres fronts sont nos relations avec d'autres espèces, impliquant la restauration de la biodiversité, la fin des exploitations d'élevage industriel qui dépassent les limites éthiques et prudentielles, la transformation de notre agriculture vers l'agro-écologie et le nettoyage et la fin de la pollution.

## Notre approche

Nous partons du principe que, bien que faisant partie de la nature, les sociétés humaines ont organisé leur relation avec le reste de celle-ci de manière perverse qui accélère notre rencontre avec le malheur écologique. Une action sociale consciente visant à transformer nos économies et à établir une nouvelle relation harmonieuse avec le reste de la nature est impérative aux niveaux local, national et international.

Cette hypothèse a fait défaut jusqu'à présent dans notre réponse écologique. Les spécialistes des sciences naturelles et sociales ont considérablement élargi notre connaissance écologique des dangers et des solutions et des millions de personnes se sont agitées pour trouver des réponses efficaces. Néanmoins, les succès sont restés locaux : la qualité de l'air s'est améliorée ici, le recyclage a été introduit là. Aux niveaux national et international, où opèrent de puissantes forces ayant des intérêts dans notre modèle économique actuel, nous avons vu de nobles promesses, mais seulement des progrès modestes.

Il est temps d'adopter une approche éco-socialiste car, sans socialisme démocratique, nous ne pouvons pas protéger l'environnement. L'urgence climatique est une condamnation non pas des humains, mais du capitalisme écologiquement destructeur.

L'écosocialisme rejette ce modèle dominant. Il accable la terre de l'avidité de quelques-uns et du désespoir du plus grand nombre. Pour faire face à l'urgence écologique, les sociétés humaines

doivent être réorganisées pour l'équité et l'action collective. Sans elles, ni la solidarité et la coopération, ni l'action sociale nécessaire pour apporter des réponses efficaces ne seront possibles.

Une réorganisation écosocialiste de nos économies exigera un contrôle social accru, mais laissera aussi une large place à des entreprises privées bien réglementées et socialement significatives, les entreprises familiales, locales et les coopératives de travail étant au centre de notre vision d'une société culturellement vivante et écologiquement saine.

Notre approche écosocialiste comporte trois éléments clés :

## 1. Socialisation

La socialisation créera des unités de production publiques, coopératives ou collectives, gérées démocratiquement et régies non pas par le profit, mais par des objectifs sociaux et écologiques fixés par les parties prenantes. Nous devons la distinguer de la nationalisation, qui a généralement créé des sociétés d'État fonctionnant de la même manière que leurs homologues privées. La socialisation visera, avant tout, à faire en sorte que les grandes entreprises extractives deviennent propriété publique afin que nous puissions :

- éliminer progressivement les combustibles fossiles;
- atteindre des émissions nettes nulles, de préférence en 2030 et au plus tard en 2040;
- réorganiser la production des entreprises socialisées dans le cadre de niveaux durables déterminés scientifiquement et démocratiquement;
- protéger les habitats essentiels et les zones culturelles qui les entourent;
- créer des emplois de haute qualité, permettant aux travailleurs d'innover et de créer des connaissances de classe mondiale;
- mener des activités de recherche et de développement (R&D) dans le domaine des technologies durables
- veiller à ce que les travailleurs des activités et des entreprises qui ont été supprimées progressivement aient de nouveaux emplois de haute qualité dans l'économie verte émergente.

Les conseils d'administration des entreprises socialisées seront composés de parties prenantes, notamment de travailleurs, de citoyens, de communautés indigènes et de gouvernements provinciaux et fédéraux. Les groupes indigènes, sur les terres traditionnelles desquels une unité est située, auront un droit de veto sur les questions qui touchent le plus directement leurs terres, leur patrimoine culturel et leurs communautés.

## 2. Réglementation

Les entreprises socialisées et privées seront effectivement réglementées pour assurer leur conformité aux normes sociales et environnementales par des agences composées de

représentants des parties prenantes ainsi que d'experts professionnels. Nous mettrons un terme à la dérive vers l'"autorégulation" mythique et la capture réglementaire. Nous mettrons fin au culte de l'expertise et de la technocratie qui les aide si souvent.

### 3. Partenariat, Transparence, Démocratie

Nous travaillerons en partenariat avec les parties prenantes et les autres niveaux de gouvernement, y compris les gouvernements indigènes, pour instituer des règles visant à garantir à la fois la démocratie et la transparence dans toutes les activités.

Nous présentons ci-dessous les mesures que nous proposons de prendre dans le cadre de cette approche sur les trois principaux fronts de l'urgence écologique. Ces trois fronts sont interconnectés entre eux et avec d'autres de l'urgence écologique et de notre réponse à celle-ci.

#### I. LA LUTTE CONTRE LE CHANGEMENT CLIMATIQUE

À chaque degré de réchauffement au-dessus des températures moyennes préindustrielles, le scénario devient plus sombre. Nous assistons à des vagues de chaleur torrides, à une élévation du niveau de la mer qui menace les îles et les villes, à l'effondrement des récifs coralliens, à une famine généralisée, à des migrations massives, à une extinction accélérée des espèces et des virus zoonotiques. Sans de profonds changements économiques, en particulier dans les sociétés et les couches sociales les plus riches, le monde n'a aucune chance de rester en dessous des 1,5°C, voire 2°C de réchauffement, déjà dangereux. Selon un rapport du Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE) datant de 2019, sans correction de trajectoire spectaculaire, nous sommes en passe d'augmenter les températures d'un terrifiant 3,2 °C par rapport aux niveaux préindustriels d'ici 2100.

Sous la direction de M. Dimitri, le Parti vert s'efforcera de réduire rapidement les émissions de carbone afin que le Canada joue pleinement son rôle dans l'arrêt du réchauffement climatique. Pour ce faire, d'une part, nous devons obtenir suffisamment d'énergie nette à partir des énergies renouvelables pour maintenir le reste de l'économie, ce qui nécessitera des investissements considérables. D'autre part, une transition moins rapide vers les énergies renouvelables aggravera le changement climatique. Nous devons également veiller à ce que les émissions de carbone du Canada ne soient pas réduites simplement en déplaçant la production à l'étranger.

Pour éviter cela, nous nous engagerons à établir des budgets annuels, dégressifs et contraignants, pour les émissions de carbone. Leurs niveaux seront fixés en fonction des meilleures données scientifiques disponibles et de la part équitable du Canada dans le reste du budget mondial consacré au carbone afin d'avoir 66 % de chances de limiter la hausse de la température mondiale à moins de 1,5 °C, comme l'a déterminé le Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC). Conformément au principe de précaution, ces budgets annuels ne seront pas

fondés sur des hypothèses concernant d'éventuelles futures technologies à émissions négatives. Nous nous efforcerons de parvenir à des émissions nettes nulles d'ici 2030 ou de nous en rapprocher, en achevant la tâche peu de temps après, comme le prescrit notre part équitable du budget carbone mondial restant.

Les industries extractives, l'énergie et les transports ont la plus grande empreinte écologique et sont les principaux responsables des émissions de GES par habitant au Canada. Leur réduction doit s'accompagner d'une justice sociale pour les travailleurs et les consommateurs et pour le monde majoritaire, et la socialisation est conçue précisément dans ce but.

Les coûts de ces industries sont déjà largement socialisés grâce aux subventions provinciales et fédérales. Il n'est que juste de socialiser leurs profits et les décisions qui sont devenus urgents pour faire face à l'urgence écologique.

Un parti vert élu sous la direction de Dimitri s'engagera à travailler avec tous les niveaux de gouvernement, les peuples indigènes et les autres parties prenantes pour socialiser immédiatement et complètement le secteur de l'énergie, et moins complètement et sur une plus longue période l'exploitation minière, la sylviculture, la pêche et les transports.

## Énergie

La socialisation immédiate de l'énergie nous permettra

### *D'éliminer progressivement les combustibles fossiles*

en commençant par les plus dommageables sur le plan écologique, pour finir par couvrir l'ensemble du secteur des combustibles fossiles et de la pétrochimie, en le liquidant d'une manière économiquement, écologiquement et socialement responsable. Cela impliquera également

- un moratoire immédiat sur l'extraction du pétrole des sables bitumineux;
- une aide à l'Alberta pour le développement de l'énergie verte et une économie diversifiée et verte;
- l'interdiction de la "fracturation";
- l'arrêt de l'exploration pétrolière et gazière;
- l'arrêt de l'expansion des infrastructures de combustibles fossiles, y compris les oléoducs

### *Transition vers l'énergie verte par*

- l'investissement dans la production centralisée et décentralisée d'énergie verte;
- grâce à des fermes d'éoliennes et de panneaux solaires et à des éoliennes ou des panneaux solaires à l'échelle des ménages et des entreprises;
- les agences socialisées qui encouragent la production décentralisée d'énergie verte en aidant à l'installation et à l'achat d'énergie excédentaire;

- un réseau électrique national intelligent pour optimiser l'utilisation de l'énergie; et
- la minimisation de la consommation en encourageant l'installation d'équipements à haut rendement énergétique.

## Exploitation minière

Nous allons socialiser l'exploitation minière sur une période de dix ans en commençant par les unités les plus grandes et les plus importantes sur le plan écologique. Nous nous efforcerons d'y parvenir :

### Rendre l'exploitation minière plus socialement et écologiquement responsable en

- la réglementation sociale et écologique des opérations dans le pays et à l'étranger;
- la suppression des subventions à l'extraction;
- l'établissement des prix des produits en fonction de leur coût réel, y compris les coûts environnementaux;
- la création ou l'adhésion à des cartels écologiques internationaux pour augmenter les prix des produits à des niveaux reflétant ces coûts;
- réglementer la Bourse de Toronto pour mettre fin à son rôle dans les projets spéculatifs et douteux au Canada et à l'étranger et en faire une plateforme d'investisseurs écologiquement et socialement responsables; et
- socialiser les entreprises incapables d'adapter à ce nouvel environnement réglementaire éco-socialiste.

### Rendre l'économie canadienne moins dépendante de l'extraction en

- la réduction de la production minière à des niveaux correspondant à une capacité de traitement écologique durable et socialement équitable au Canada; et
- l'arrêt ou la réduction des exportations de produits miniers non transformés à des niveaux nécessaires pour répondre aux besoins commerciaux du Canada.

## Sylviculture

Nous allons socialiser la sylviculture sur une période de 10 ans, en commençant par les unités les plus grandes et les plus importantes sur le plan écologique. Nous nous efforcerons d'y parvenir :

### Rendre la sylviculture plus responsable sur le plan social et écologique en

- la réglementation sociale et écologique des opérations dans le pays et à l'étranger;
- la suppression des subventions;
- l'établissement des prix des produits en fonction de leur coût réel, y compris les coûts sociaux et écologiques;
- créer ou rejoindre des cartels écologiques internationaux pour augmenter les prix des produits à des niveaux reflétant ces coûts;

- la plantation et la récolte de manière durable, la suppression progressive des coupes claires pour la récolte et l'éclaircissage sélectifs; et
- l'élimination rapide des produits chimiques nocifs dans la sylviculture.

#### Restaurer la biodiversité en

- la régénération des forêts par la réensauvagement, et non par des monocultures;
- la restauration et l'augmentation des populations d'espèces menacées;
- la réintroduction d'espèces perdues sur des terres contrôlées par le gouvernement fédéral; et
- coopérer avec les peuples indigènes dans tous les domaines susmentionnés afin de les employer, préserver et développer leur culture, leurs connaissances et leurs pratiques en matière d'intendance des terres;

#### Contribuer à l'atténuation du changement climatique en

- en désignant pour la compensation du CO<sub>2</sub> la croissance des forêts, quelle que soit la portion de terre pouvant contribuer à atteindre un niveau net d'émissions de carbone zéro d'ici 2030.

#### Rendre l'économie canadienne moins dépendante de l'extraction en

- réduire la sylviculture à ce qui peut être traité au Canada dans un manière socialement durable et qui est nécessaire pour l'utilisation dans les produits verts et pour les besoins du commerce;
- l'arrêt ou la réduction des exportations de produits forestiers non transformés à des niveaux minimalement nécessaires pour répondre aux besoins commerciaux du Canada; et
- mettre fin au gaspillage de bois ancien pour la production de papier et d'autres utilisations de faible valeur, en réservant le bois fin à un usage en tant que tel.

### Pêche

La pêche et l'approvisionnement en poisson sont menacés par la surpêche, la destruction des habitats, le réchauffement des océans et la pollution, tout comme les communautés côtières qui en dépendent. Le problème a des dimensions interprovinciales et internationales cruciales.

Le Parti vert sous Dimitri travaillera avec les gouvernements provinciaux et, si nécessaire, dans les forums internationaux pour

- réglementer la pêche côtière canadienne pour éviter la surpêche;
- promouvoir les petites pêcheries gérées par les propriétaires contre les activités des entreprises;
- réduire les exportations de produits de la pêche;
- interdire les pratiques écologiquement destructrices et dommageables pour la biodiversité, telles que le chalutage et les palangres;



- réglementer les aquacultures afin de prévenir les risques pour la santé publique et la contamination des eaux marines;
- promouvoir la recherche sur l'état des masses d'eau douce et des océans ainsi que sur la vie aquatique qui s'y trouve;
- conclure des accords internationaux et travailler avec des alliés pour mettre fin à la surpêche; et
- réglementer la pêche récréative pour qu'elle reste dans les limites de la durabilité des masses d'eau et des espèces concernées.

## Transport

Les transports sont essentiels au bien-être et au développement humain, mais constituent également une menace majeure pour l'environnement, puisqu'ils représentent 30 % des émissions du Canada en 2018. Le système de transport canadien souffre de la monopolisation privée subventionnée et motivée par le profit des voies terrestres, aériennes, ferroviaires et maritimes, de la négligence à long terme des transports publics et d'une culture de l'automobile et du camionnage. Le système qui en résulte est non seulement néfaste pour le climat, épuisant et polluant, mais aussi autodestructeur, car les encombrements ralentissent le trafic urbain et alimentent l'expansion des banlieues, tandis que les fournisseurs publics sous-financés et en difficulté, tels que Via Rail et les transports en commun municipaux, ne peuvent fournir un service de qualité et de quantité suffisantes, laissant souvent les petites communautés rurales isolées.

Nous visons un système de transport intégré, sans émissions, socialement juste, pratique et abordable dans et entre les villes, au niveau national et international. Il sera essentiel de disposer de transports publics urbains écologiques et abordables dans les villes, combinés à des transports actifs qui remplaceront la surutilisation inefficace, gaspilleuse et dangereuse des transports privés. Plus précisément, nous prendrons les mesures suivantes

### *Transport aérien*

Les principales compagnies aériennes, déjà au bord de la faillite sous l'effet de la pandémie et responsables d'une contribution disproportionnée aux GES, devraient être prises en charge par le secteur public et exploitées à :

- réduire au minimum les vols court-courriers écologiquement destructeurs;
- fixer le prix des voyages aériens de manière à refléter leur véritable coût écologique, social et économique;
- développer des alternatives à bas prix au transport aérien tout au long de l'année pour les communautés éloignées; et
- coopérer avec d'autres pays dont les sociétés aériennes desservent les aéroports canadiens pour faire de même.

### *Un système ferroviaire et routier intégré et sans émissions*

Pour remplacer les voyages en avion sur de courtes distances et l'utilisation de la voiture particulière sur de longues distances, générateurs d'émissions,

- les chemins de fer verts électrifiés constitueront les épines d'un système routier et ferroviaire intégré que les routes alimenteront; et
- les subventions aux utilisateurs de véhicules écologiques et aux flottes d'autobus seront combinées avec la fin progressive du transport privé à base de combustibles fossiles.

### *Transport maritime*

Le transport maritime est une source non seulement d'émissions, mais aussi de menaces écologiques dues aux marées noires. Nous ferons :

- imposer des normes d'émission strictes aux navires appartenant à des entreprises canadiennes et aux navires entrant dans les ports canadiens;
- promouvoir l'utilisation d'alternatives hybrides et entièrement électriques aux combustibles fossiles dans les transports fluviaux et côtiers, en complément du système ferroviaire et routier; et
- imposer le principe du pollueur-payeur pour les marées noires, en saisissant et en mettant en fourrière les navires des contrevenants si nécessaire.

### *Transports urbains et voitures particulières*

Pour remplacer la surutilisation des véhicules privés dans les villes, nous allons :

- élaborer une stratégie nationale pour des systèmes de transport urbain écologiques, abordables et pratiques, avec des éléments de transport actif, en partenariat avec les gouvernements des villes et des provinces, afin de les rendre non seulement plus efficaces et plus sûrs, mais aussi plus populaires et plus attrayants que les voitures particulières;
- consulter pleinement les communautés indigènes et éloignées afin de leur fournir le système de transport qui répond à leurs besoins;
- éliminer les transports privés à carburant fossile, ce qui réduira les embouteillages;
- organiser la transition vers des véhicules à émissions zéro, y compris les infrastructures connexes; et
- les inciter par des subventions, des privilèges de stationnement, l'accès à des routes spéciales, et semblables tout en pénalisant les modes de transport polluants pour refléter leur coût environnemental et social.

## II. PROMOUVOIR LA SOLIDARITÉ ENTRE LES ESPÈCES

Les scientifiques reconnaissent que la perte de biodiversité est un danger équivalent au changement climatique. Il érode nos économies, nos moyens de subsistance, notre sécurité alimentaire, notre santé et notre qualité de vie.

Les experts attestent que nous sommes au milieu d'une sixième extinction massive, la première induite par l'activité humaine. Le rapport de la plateforme intergouvernementale scientifique et politique sur la biodiversité et les services écosystémiques (IPBES) de 2019 avertit qu'un million d'espèces animales et végétales sont susceptibles de disparaître, certaines dans un avenir proche. Le Fonds mondial pour la nature (WWF) a constaté que le nombre de vertébrés a diminué de 60 % en moyenne entre 1970 et 2014, que le nombre de poissons des océans a été réduit de moitié et que les espèces fortement pêchées, comme le thon et le maquereau, ont diminué de près de 75 %. Les populations d'insectes s'effondrent également. Cette "forte diminution" est dangereusement normalisée, car chaque génération rencontre un monde naturel plus appauvri et calibre la perte par rapport à une base de référence plus basse.

Notre relation avec les autres espèces est entachée par deux autres problèmes : notre mépris du bien-être des animaux, en particulier dans notre élevage industriel et nos formes d'agriculture industrialisées en général. Notre négligence à l'égard des autres espèces et de leurs besoins, la destruction de leur habitat et l'agriculture industrielle commencent à nous faire un effet boomerang, comme en témoigne l'émergence croissante de virus zoonotiques, du VIH des années 80 au nouveau coronavirus d'aujourd'hui.

La solidarité entre les espèces est à la fois un impératif éthique et la condition nécessaire à notre survie.

### Préserver et restaurer la biodiversité

La perte d'habitat, la dégradation des terres (par la déforestation, l'agriculture, le développement industriel, l'urbanisation et la pollution), la prédation humaine directe (niveaux non durables de chasse et de pêche), le changement climatique et la pollution sont tous à l'origine de la sixième extinction massive en cours. Le rapport 2017 du WWF sur la planète vivante a révélé que plus de la moitié des espèces sauvages canadiennes ont diminué de 83 % en moyenne entre 1970 et 2014.

Pour lutter contre la perte de biodiversité, un parti vert élu sous la direction de Dimitri travaillera en partenariat avec les communautés indigènes et les gouvernements provinciaux pour :

- préparer et mettre en œuvre un calendrier visant à augmenter les terres et les plans d'eau protégés du Canada pour qu'ils atteignent au moins 30 % d'ici 2030, puis 50 % peu après, en commençant par les zones où se trouvent le plus grand nombre d'espèces en péril;
- étudier la possibilité d'accroître la contribution du Canada aux zones protégées du monde;
- financer les plans de rétablissement de la biodiversité des gouvernements locaux et provinciaux et des organisations environnementales de bonne foi;
- interdire le commerce des animaux exotiques et adopter des mesures plus strictes pour décourager le commerce illégal des espèces sauvages; et
- interdire la chasse au trophée.

## Promouvoir le bien-être des animaux

Notre système de production et de consommation de bétail, la possession d'animaux de compagnie et leur système et culture juridiques réduisent les animaux à des marchandises et des instruments destinés à satisfaire nos besoins influencés par les entreprises sans tenir compte de leurs besoins ou de leur bien-être, mais la science nous dit que les animaux non humains sont sensibles et intelligents.

Pour mettre le Canada sur la voie du bien-être des animaux, le Parti vert, sous la direction de Dimitri, s'engage :

- reconnaître légalement le statut des animaux non humains en tant qu'êtres sensibles (comme en France, au Québec et en Nouvelle-Zélande);
- avec l'aide d'experts indépendants, protéger les animaux d'élevage par des normes de soins strictes (notamment en abolissant les cageots de gestation, les cageots à veaux et les cages en batterie, le débecquage et l'amarrage de la queue);
- modifier la réglementation relative au transport des animaux afin de protéger les animaux contre un transport de longue durée sans nourriture, eau, repos, espace de mouvement ou protection contre les éléments;
- supprimer progressivement la captivité d'animaux sauvages et exotiques à des fins de divertissement (dans les cirques, les aquariums, les zoos, les parcs de safari, les zoos routiers, etc.);
- mettre en place un régime fédéral de surveillance de l'expérimentation animale; et
- interdire l'élevage commercial de chiens et de chats destinés à la vente tant qu'aucun animal de compagnie adoptable n'est mis à mort dans les refuges.

## Agriculture écologique

Notre agriculture industrielle, axée sur le profit et dépendante des produits chimiques et de l'énergie, se concentre exclusivement sur l'augmentation de la production et des exportations et sur la réduction des prix, en ignorant les coûts "externes" tels que la pollution et l'épuisement des sols et de l'eau, l'épuisement des ressources, la destruction des habitats, le réchauffement climatique et les atteintes à la santé publique.

L'élevage des animaux est particulièrement problématique. La production animale occupe une proportion stupéfiante de 30 % de la surface terrestre libre de glace, utilise un tiers de la production céréalière mondiale pour nourrir le bétail, contribue à 15 à 37 % des émissions de GES par le biais du méthane produit par les ruminants et de leur fumier et de l'énergie utilisée dans les élevages, et contribue à la déforestation, réduisant ainsi le captage du carbone. Pourtant, la production de viande au Canada est en hausse, avec plus de 833 millions d'animaux terrestres tués en 2019 contre 750 millions en 2015. Des millions d'autres sont expédiés vers d'autres pays pour y être abattus.

Les voix les plus progressistes, dont la Commission *EAT-Lancet* de 2019 et le Rapport spécial sur le changement climatique et les terres de 2019 du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, réclament un système alimentaire agro-écologique. Il s'agirait

- contrôlée par les petits producteurs et consommateurs, et non par les grandes entreprises;
- adaptés aux besoins locaux, et non aux exportations;
- écologiquement régénérable et organique, ne dépendant pas d'intrants chimiques;
- légers, non gourmands en ressources;
- à l'échelle humaine, et non à grande échelle;
- résilient grâce à la diversité des cultures et des animaux, et non vulnérables par la monoculture;
- servi par des travailleurs qualifiés, pas de travailleurs déqualifiés et mal payés; et
- organisée pour travailler avec la nature et non contre elle.

Un tel système permettrait également de nourrir plus de personnes de manière plus durable en réduisant le gaspillage de la production animale tout en rendant les régimes alimentaires plus sains. Les récentes directives canadiennes en matière d'alimentation ont encouragé les régimes riches en plantes, recommandant de doubler la consommation de fruits, de légumes, de légumineuses et de noix, et de réduire considérablement, voire d'éliminer, les aliments moins sains commercialisés par les entreprises, tels que les sucres ajoutés et la viande rouge.

Enfin, nous gaspillons 60 % de la nourriture que nous produisons à différents niveaux de notre système alimentaire, car les subventions agricoles encouragent la surproduction, la nourriture est détruite pour soutenir les prix, le marketing stimule les achats excessifs, les usines, les supermarchés et les restaurants jettent la nourriture et les dates limites de consommation arbitraires encouragent le gaspillage. La décomposition des déchets alimentaires contribue de manière significative aux émissions de gaz à effet de serre et représente un gaspillage de combustibles fossiles non renouvelables, de matériaux, de terre, d'eau et de main-d'œuvre, ainsi que de vies animales dépensées dans la production, la transformation, l'emballage et le transport. Selon certaines estimations, les déchets alimentaires représentent quatre pour cent des émissions de GES du Canada.

Pour transformer notre agriculture à la lumière de ces problèmes, un parti vert élu sous la direction de M. Dimitri s'engage :

#### Remplacer l'agriculture industrielle par l'agriculture agro-écologique en

- réorientant les subventions de la première vers la seconde;
- réglementant l'agriculture selon les principes et pratiques de l'agro-écologie;
- soutenant les petits agriculteurs pour qu'ils les adoptent et leur fournir une expertise scientifique;
- facilitant l'accès aux terres agricoles pour les nouveaux agriculteurs agro-écologiques, notamment en aidant le transfert des terres des agriculteurs qui prennent leur retraite;

- retournant aux offices de commercialisation monopolistiques publics socialisés qui offrent des prix pour les principaux produits agricoles destinés à soutenir les petits agriculteurs agro-écologiques et la conception de politiques visant à soutenir leur production durable;
- en soutenant l'élimination rapide des herbicides à base de glyphosate;
- éliminant progressivement tous les intrants chimiques inutiles et nocifs; et
- garantissant que les exportations agricoles sont compatibles avec la sécurité alimentaire d'autres pays.

#### Promouvoir la santé publique en

- soutenir tous les niveaux de gouvernement dans la mise en œuvre complète des nouvelles lignes directrices fondées sur la science et des recommandations du rapport de la Commission *EAT-Lancet* d'ici 2025;
- réduire la consommation de viande et de produits d'origine animale par habitant de 50 % d'ici 2030;
- lancer une vaste campagne de promotion à cette fin, sur le modèle de la campagne antitabac; et
- soutenir l'innovation dans la production, la distribution, l'achat et la promotion de produits alimentaires à base de plantes.

#### Mettre fin au gaspillage alimentaire en

- fixant un objectif national de réduction des déchets alimentaires pour les producteurs, les fabricants, les transformateurs, les détaillants et les institutions fédérales;
- voyant à la mise en place d'une campagne éducative autour de cet objectif;
- surveillant le gaspillage alimentaire dans l'ensemble du système alimentaire;
- réglementant scientifiquement les dates limites de consommation pour garantir la sécurité alimentaire et éliminer le gaspillage;
- voyant à la levée des obstacles aux dons de denrées alimentaires comestibles par l'industrie et les détaillants; et
- soutenant les efforts d'éducation des consommateurs visant à réduire le gaspillage alimentaire.

### III. REVERSER ET PRÉVENIR LA POLLUTION

Les déchets électroniques dangereux, la contamination des eaux souterraines par la fissuration, les pluies acides, la pollution des Grands Lacs par le ruissellement agricole et le “Great Pacific Garbage Patch” sont quelques-uns des fléaux les plus médiatisés, bien que le problème de la pollution des sols, de l'eau et de l'air soit beaucoup plus répandu.

Par habitant, les Canadiens comptent parmi les plus grands producteurs de déchets. Tout doit aller quelque part : sur terre, dans l'eau ou dans l'air. De plus, ils ne restent pas dans ces "puits".

Très souvent, les processus naturels transforment ou transportent les déchets, transportant leurs effets toxiques loin et loin, même vers d'autres puits. Les pluies acides en sont un bon exemple. Le soufre et les oxydes d'azote provenant de la combustion et de la fusion de minerais acidifient la pluie, la neige et la poussière et causent des dommages aux poissons d'eau douce, aux forêts, à l'agriculture et aux bâtiments. Ce qui commence comme une pollution atmosphérique finit par polluer les lacs et les rivières et par endommager tout ce qu'il touche. Cette pollution ne respecte aucune frontière. Cinquante pour cent de la pollution atmosphérique du sud de l'Ontario provient des États-Unis.

Il y a longtemps que nous avons dépassé la capacité des systèmes naturels, à l'échelle locale, régionale et mondiale, à dégrader nos déchets. La combustion de combustibles fossiles émet plus de dioxyde de carbone que la végétation ne peut en fixer tout en libérant de l'oxygène. Les matériaux synthétiques peuvent être durables, solides, fonctionnels et peu coûteux par rapport aux alternatives naturelles, mais ils sont également difficiles, voire impossibles, à décomposer pour la nature. Les nouveaux matériaux, tels que les nanoparticules, ont des propriétés que nous ne comprenons que très peu.

Un parti vert élu sous la direction de Dimitri fera :

Établir une stratégie nationale de gestion des déchets pour la pollution héritée, comprenant

- une interdiction d'exporter les déchets du Canada;
- l'interdiction de tous les plastiques à usage unique;
- l'application du principe du pollueur-payeur; et
- les nouvelles industries et la R&D pour réduire et éliminer en toute sécurité les déchets anciens.

Prévenir les nouvelles pollutions en

- l'interdiction du détournement des déchets vers les décharges;
- inclure dans le coût des produits le coût de la dépollution et de l'élimination et/ou du déclassement éventuel de tous les éléments du produit, y compris l'usine de production et l'emballage;
- l'obligation pour les producteurs d'organiser cette élimination et ce nettoyage;
- l'interdiction des produits qui ne se prêtent pas à un tel traitement; et
- entreprendre des activités de R&D pour des substituts naturels sûrs et économiques.

Maintenir un système complet de vérification des matériaux, de l'extraction à l'élimination en passant par le traitement.

\*\*\*\*\*

Comme l'ont démontré les jeunes et les vieux grévistes du climat l'année dernière, l'urgence écologique était déjà présente lorsque la pandémie a mis en évidence une autre dimension de celle-ci. Nous ne pouvons plus continuer à abuser de la nature qui nous nourrit.

Notre approche éco-socialiste constitue la réponse la plus efficace à l'urgence écologique. Elle promeut l'équité et la justice dans le pays et à l'étranger et crée l'agence collective pour les actions. Ce sont les éléments nécessaires d'une réponse, basée sur la solidarité et la coopération internationale, que requiert l'urgence planétaire. Seule une telle réponse peut réparer la relation brisée de l'humanité avec la nature. C'est également le fondement essentiel d'un bien-être vert et équitable dans le monde entier.

C'est le temps d'agir.